L’Institut National de la Consommation en danger

9 octobre 2025
Communiqué / 9 octobre 2025

Depuis la prise du pouvoir par Emmanuel Macron en 2017, des centaines de milliards d’euros d’argent public ont été généreusement distribués, sous forme de baisses d’impôts et de subventions sans contrôle social et environnemental, aux “clientèles” (c’est le mot qui convient) privilégiées par la droite : les entreprises et les grandes fortunes. Tout cela aux frais de l’ensemble de la population à qui aujourd’hui on tend la facture !

Face au montant de la dette creusée pour satisfaire ces clientèles, au-delà des projets de remise en cause drastique des dépenses sociales et des dépenses consacrées aux services publics essentiels, la chasse aux agences dites “inutiles” est devenue une véritable tarte à la crème pour le “socle commun” de droite qui soutient le gouvernement.

La liste (non exhaustive) des établissements destinés à être détruits est édifiante.

L’Institut National de la Consommation (1,8 millions d’euros de subvention annuelle de l’Etat, soit environ 3 centimes d’euro par Français,) devrait disparaître car considéré comme trop onéreux… Dans son sillage, le magazine **60 Millions de Consommateurs**, publié depuis 1970, et **le magazine TV ConsoMag** devraient être liquidés. De qui se moque-t-on ? Des millions de consommateurs français assurément !

Dans la liste des agences à liquider, on trouve également des établissements qui déplaisent fortement aux syndicats agricoles les plus réactionnaires qui trouvent des oreilles attentives au sein des formations de droite et d’extrême droite.

L’Agence du Bio qui ne servirait à rien, si on en croit les Républicains au Sénat, alors que le label Bio fête son quarantième anniversaire. Devant la mobilisation engagée pour sauver cette agence, le gouvernement Bayrou a renoncé provisoirement à sa suppression tout en imposant une baisse drastique de son budget (15 millions d’euros de coupes budgétaires).

Même traitement pour l’**Office Français de la Biodiversité (OFB)** – cible privilégiée de la FNSEA et de la très droitière Coordination Rurale – alors que la sauvegarde de la biodiversité constitue un enjeu environnemental majeur. Laurent Wauquiez, chef des député·es Les Républicains et Éric Ciotti, président de l’Union des droites pour la République, militent pour la suppression de l’ OFB.

Le 13 janvier 2025, la présidente de la Région Île-de-France Valérie Pécresse (Les Républicains) a proposé de «supprimer» l’**ADEME (Agence de la transition écologique)** pour confier la gestion de ses financements aux régions. En octobre dernier, le Rassemblement national avait déjà tenté de supprimer l’ADEME dans un amendement finalement rejeté dans le projet de loi de finances 2025.

Face à une campagne ininterrompue menée par la droite et l’extrême-droite, visant à stigmatiser ces agences sous de faux prétextes et pour des motifs prioritairement clientélistes, alors que les enjeux de consommation et d’environnement doivent absolument être priorisés, Indecosa-Cgt appelle à la mobilisation la plus large pour la sauvegarde de ces agences qui jouent un rôle majeur au service de la population.

Contact :
KHALIFA Christian, Président Indecosa CGT
contact@indecosa.cgt.org
06 48 71 42 98